



OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Suivi des dépenses : deuxième trimestre de 2011-2012

Le 11 janvier 2012



Points principaux de la présente note :

- La présente note porte sur les dépenses fédérales des six premiers mois de l'exercice (avril à septembre 2011).
- D'après les données des deux premiers trimestres, les dépenses fédérales ont diminué de 3,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que la Mise à jour des projections économiques et financières 2011-2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,5 % entre 2010-2011 et 2011-2012 (sur douze mois).
- À quelques exceptions près, les fluctuations les plus importantes des dépenses des ministères et organismes sont expliquées dans le Rapport financier trimestriel publié ce mois-ci (<http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiersc/fmpr-rftm/fmpr-rftm-fra.asp>).
- La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du deuxième trimestre de 2011-2012. (www.pbo-dpb.gc.ca).
 - La BDSI sera mise à jour à la mi-mars par l'ajout des données sur les dépenses du troisième trimestre de 2011-2012.

Préparé par Jason Jacques*

*Merci à Darren Roberts pour son aide à la recherche. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

Le mandat que la loi confie au directeur parlementaire du budget (DPB) comprend la réalisation de recherches et d'analyses sur les prévisions budgétaires du gouvernement¹.

Pour s'acquitter de cet élément de son mandat, le DPB fait une analyse constante des modifications apportées dans les autorisations de dépenser des ministères et organismes qui sont présentées dans les prévisions budgétaires (autorizations accordées par le Parlement) et suit l'évolution des dépenses effectuées au cours de l'exercice sur les crédits accordés².

Ce cadre de suivi permet au DPB de mettre en lumière les éléments importants pour les parlementaires lorsqu'ils examinent les demandes de fonds présentées dans les budgets supplémentaires des dépenses.

La présente note passe en revue l'ensemble des autorisations de dépenser (soit le Budget principal et les Budgets supplémentaires A et B) et les dépenses réelles des six premiers mois de l'exercice en cours (avril à septembre 2011).

2. Faits saillants du deuxième trimestre de 2011-2012

(i) Total des dépenses

Comme la figure 2-1 l'illustre, les dépenses totales de la première moitié de l'exercice 2011-2012 ont diminué de 3 % par rapport à la même période en 2010-2011, pour se situer à 123 milliards de dollars. Cette diminution correspond à celle que prévoyait une analyse antérieure³.

¹ <http://laws.justice.gc.ca/PDF/P-1.pdf>. Consulté en décembre 2011.

² Un aperçu de la méthodologie employée par le DPB est inclus dans une note d'information complémentaire, *Guide de méthodologie pour le Suivi des dépenses*.

http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Expenditure_Monitor_Guide_FR.pdf.

Consulté en décembre 2011.

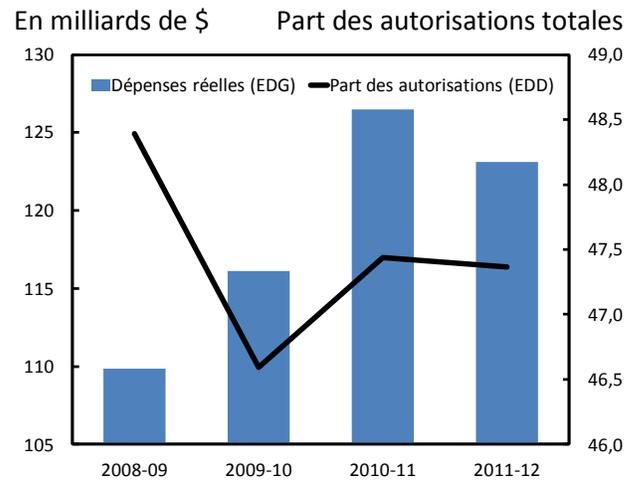
³ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/Supplementary_Estimates_B_FR.pdf.

Consulté en décembre 2011.

Dans les six premiers mois de l'exercice, les ministères et organismes ont donc utilisé environ la même proportion des autorisations de dépenser du Parlement que dans la même période de l'exercice antérieur (47,4 %).

Figure 2-1

Dépenses totales des six premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

Globalement, la hausse des principaux paiements de transfert aux particuliers (comme la Sécurité de la vieillesse) et aux autres ordres de gouvernement (comme le Transfert canadien en matière de santé) a été compensée par la baisse des dépenses de fonctionnement, des dépenses en immobilisations et des autres paiements de transfert.

(ii) Dépenses de fonctionnement

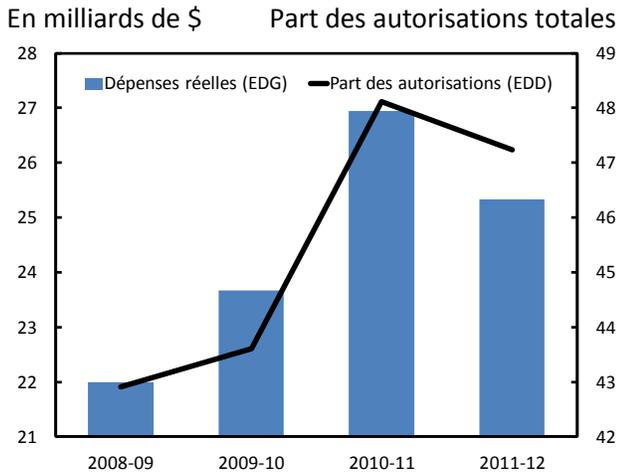
Les dépenses de fonctionnement ont diminué de plus de 4 % pour atteindre près de 25 milliards de dollars (figure 2-2). Répartie sur presque tous les organismes, la baisse est vraisemblablement attribuable aux mesures de restriction annoncées dans les budgets de 2010 (comme le gel des budgets de fonctionnement) et de 2011 (comme l'examen stratégique).

Cette diminution des dépenses jointe à la baisse des autorisations de dépenser a eu pour effet que les ministères et organismes ont utilisé une

moindre proportion de leurs autorisations dans les six premiers mois (47 %).

Figure 2-2

Dépenses de fonctionnement des six premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(iii) Dépenses en immobilisations

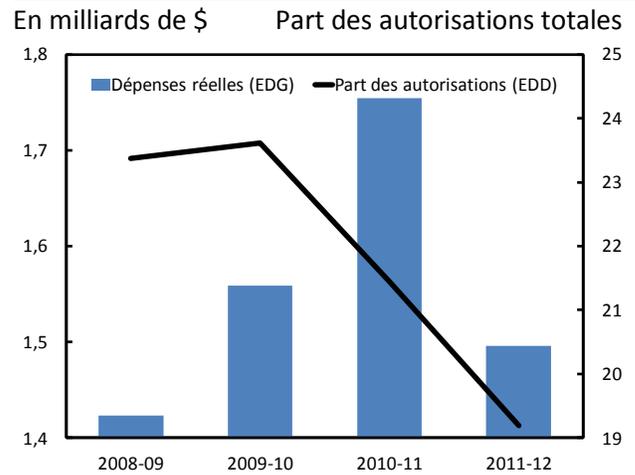
Comme la figure 2-3 l'illustre, les dépenses en immobilisations ont diminué de 15 % dans les six premiers mois de 2011-2012 pour s'établir à environ 1,5 milliard de dollars. Ce résultat était attendu vu la baisse des autorisations de dépenses en immobilisations annoncée dans le Budget principal et les Budgets supplémentaires A et B.

Le gros de la baisse des dépenses en immobilisations est attribuable à la Défense nationale (265 millions de dollars de moins que dans la même période en 2010-2011).

La part des dépenses par rapport aux autorisations a également diminué pour s'établir à environ 19 %. Le plus souvent, les dépenses en immobilisations ont tendance à s'accroître au fil de l'exercice, la majorité de l'activité se concentrant dans la deuxième moitié de l'année.

Figure 2-3

Dépenses en immobilisations des six premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(iv) Paiements de transfert non majeurs

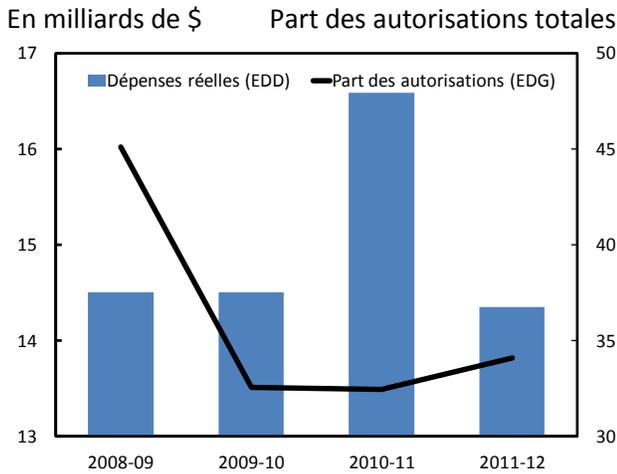
Les paiements de transfert, à l'exclusion des principaux transferts législatifs aux particuliers et aux provinces et territoires, ont diminué de 13 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à environ 14 milliards de dollars dans les six premiers mois de 2011-2012 (figure 2-4).

Comme dans le cas des dépenses en immobilisations, les montants autorisés pour les paiements de transfert non majeurs sont en net recul par rapport à l'exercice précédent en raison de la fin du Plan d'action économique (comme les dépenses d'infrastructure, les subventions et les contributions engagées par les organismes de développement régional).

La part des dépenses par rapport aux autorisations a augmenté de plus de 34 % dans la première moitié, car les dépenses ont moins diminué que les autorisations de dépenser accordées par le Parlement.

Figure 2-4

Autres paiements de transfert dans les six premiers mois de l'exercice



Source : Gouvernement du Canada; calcul du DPB.

(v) Services internes

Les dépenses en services internes ont été de 5,1 milliards de dollars dans la première moitié de l'exercice, soit 52 % du total de 9,8 milliards de dollars prévu dans le Budget principal.

Les services internes comprennent les communications, la gestion financière, la gestion des ressources humaines et la technologie de l'information⁴. Ils ont fait l'objet d'un examen des services administratifs par le gouvernement du Canada et devraient apporter une contribution aux économies visées de 4 milliards de dollars par l'Examen stratégique et fonctionnel⁵.

Le gouvernement a commencé cette année à communiquer des données sur les activités de programme, ce qui englobe les services internes. Le DPB pourra donc commencer à proposer des comparaisons historiques l'année financière prochaine.

⁴ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20112012/me-bpd/docs/me-bpd-fra.pdf>. Consulté en décembre 2011.

⁵ <http://www.budget.gc.ca/2011/plan/chap5-fra.html>. Consulté en décembre 2011.

3. Postes individuels

Pour relever les écarts importants parmi les centaines d'autorisations présentées dans les prévisions budgétaires du gouvernement, le DPB a passé tous les postes en revue et relevé les changements les plus importants en dollars et en pourcentage, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les tableaux se trouvent à l'annexe A.

Dans l'ensemble, la quasi-totalité des postes signalés par le DPB sont expliqués dans le Rapport financier trimestriel publié ce mois-ci par les ministères et organismes⁶.

4. Conclusion

D'après les six premiers mois de l'exercice 2011-2012, les dépenses fédérales ont diminué de 3,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent alors que la Mise à jour des projections économiques et financières 2011-2012 prévoyait qu'elles augmenteraient de 1,5 % entre 2010-2011 et 2011-2012 (sur douze mois)⁷.

Étant donné que le gouvernement met l'accent sur la compression des dépenses de fonctionnement pour atteindre ses objectifs financiers, le DPB continuera de surveiller les dépenses de fonctionnement assujetties au gel⁸.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour par l'ajout des données sur les dépenses du deuxième trimestre de 2011-2012.

⁶ <http://www.tbs-sct.gc.ca/fm-gf/ktopics-dossiersc/fmpr-rftm/fmpr-rftm-fra.asp>. Consulté en décembre 2011.

⁷ Les prévisions budgétaires et autorisations sont présentées selon une comptabilité de caisse tandis que le budget est présenté selon une comptabilité d'exercice. Même si les tendances générales des dépenses sont généralement les mêmes peu importe la comptabilité, il peut y avoir des différences importantes d'un trimestre à l'autre.

⁸ <http://www.budget.gc.ca/2010/plan/chap4b-fra.html>. Consulté en janvier 2012.

Annexe A

**Tableau 1. Fluctuations en \$ les plus fortes :
dépenses totales aux 1^{er} et 2^e trimestres 2011-12/exercice précédent¹**

Organisation	Crédits	(milliers \$)	Explication du rapport trimestriel
Δ			
Finances	Transfert de transition à la TVH	-1 889 000	<i>Réduction prévue du calendrier des paiements</i>
Finances	Transfert canadien en matière de santé	747 063	<i>Hausse du niveau des dépenses autorisées</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité de la vieillesse	744 348	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires, augmentation des prestations</i>
Bureau de l'infrastructure	Contributions	579 701	<i>Augmentation des versements aux projets achevés dans le cadre du Plan d'action économique</i>
Finances	Péréquation	585 889	<i>Hausse du niveau des dépenses autorisées</i>
Finances	Service de la dette publique	455 202	<i>Augmentation de la dette fédérale</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Subventions et contributions	-357 998	<i>Fin du financement du Plan d'action économique</i>
Ressources humaines et Développement des compétences	Supplément de revenu garanti	300 980	<i>Hausse du nombre de bénéficiaires et augmentation des prestations</i>
Défense nationale	Immobilisations	-265 067	<i>Réduction des contrats de projets d'immobilisations</i>
Affaires autochtones	Subventions et contributions	258 248	<i>Calendrier des règlements de revendications particulières</i>

1. Tous les crédits du Budget principal 2011-2012 plus les autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 ou 2011-2012; à l'exclusion des postes non budgétaires.

Annexe A

**Tableau 2. Fluctuations en pourcentage les plus fortes :
Dépenses totales aux 1^{er} et 2^e trimestres 2011-2012/exercice précédent¹**

Organisation	Crédits	Δ %	Explication du rapport trimestriel
Directeur général des élections	Dépenses électorales, dépenses de fonctionnement	290%	41 ^e élection générale canadienne
Agence des services frontaliers du Canada	Dépenses en immobilisations	270%	Construction d'un point d'entrée; investissement dans l'armement
Service correctionnel	Dépenses en immobilisations	146%	Mise en œuvre d'une loi récemment édictée; hausse prévue du nombre de détenus
Statistique Canada	Dépenses de programme	106%	Recensement et Enquête sur les ménages de 2011 et Recensement de l'agriculture
Défense nationale	Subventions et contributions	-80%	Report d'un paiement de transfert à l'OTAN pour un projet d'infrastructure retardé par la crise financière dans l'Union européenne
Finances	Subventions et contributions	-69%	Changements dans les paiements prévus au titre de l'allègement de la dette bilatérale et de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto
Environnement	Subventions et contributions	-69%	Aucune
Pêches et Océans	Subventions et contributions	61%	Calendrier des mesures de durabilité de l'industrie du homard de l'Atlantique
Diversification de l'économie de l'Ouest	Subventions et contributions	-60%	Fin du financement du Plan d'action économique
Agence fédérale de développement du Sud de l'Ontario	Subventions et contributions	-56%	Fin du financement du Plan d'action économique

1. Tous les crédits du Budget principal 2011-2012 plus les autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2010-2011 ou 2011-2012; à l'exclusion des postes non budgétaires.